

Macron - Fillon, même combat, mêmes recettes éculées.

Nos communes ne sont pas le problème, elles sont la solution !

Aujourd'hui, mercredi 22 mars 2017, l'Association des Maires de France auditionne les candidats à l'élection présidentielle (<http://22mars.amf.asso.fr>). C'est une bonne chose qu'au-delà des slogans, les différents candidats en lice détaillent leurs propositions en matière de partenariat Etat-Collectivités.

Je note qu'Emmanuel Macron a confirmé sa proposition d'exiger « 10 milliards d'économie sur 5 ans » des collectivités locales

(<https://twitter.com/EmmanuelMacron/status/844501866880909312>).

Quant à lui, François Fillon souhaite toujours supprimer 500 000 emplois publics, dont une bonne part dans la fonction publique territoriale

(<http://www.lemonde.fr/personnalite/francois-fillon/programme/>).

Je veux rappeler encore une fois combien le plan Hollande/Valls de baisses des dotations (pour 11 milliards d'€ au niveau national ... soient -20 millions d'€/an pour Grenoble) a mis en grande difficulté nos collectivités, donc les services publics locaux et l'investissement public partout en France (-25% sur les années 2014 et 2015 d'après la Cour des Comptes elle-même <http://unevillepourtous.fr/2016/10/12/la-cour-des-comptes-confirme-la-dangerosite-des-choix-gouvernementaux-pour-les-collectivites-locales/>).

Ainsi, ces deux candidats proposent d'amplifier les mauvaises mesures du gouvernement sortant. Le mur est là et ils veulent accélérer. C'est dramatique !

Il est plus que temps d'arrêter de considérer les collectivités locales comme « une charge » qu'il faudrait sans cesse « dégraisser ». Elles sont, au contraire, les acteurs de l'indispensable transition qu'il nous faut engager. Logement, solidarités, éducation, mobilités douces, transition énergétique, agriculture de proximité; etc. : il y a là des centaines de milliers d'emplois locaux qui pourraient être créés.

Oui, nos collectivités locales sont les mieux placées pour piloter les investissements d'avenir et faire face aux grands défis de notre siècle, de la lutte contre la crise économique et sociale à celle contre le réchauffement climatique. Benoit Hamon et Jean-Luc Mélenchon l'ont bien compris et sont les seuls à porter des propositions innovantes en la matière.

J'ai déjà proposé un Green New Deal local, qui repose à la fois sur le stabilité des dotations de l'Etat et sur la modernisation des règles dans la comptabilité publique (<http://france3-regions.francetvinfo.fr/auvergne-rhone-alpes/conference-villes-eric-piolle-propose-green-new->

[deal-814317.html](#)) : comme l'Etat, une commune doit pouvoir investir dans les projets d'avenir sans être empêchée par la règle d'équilibre budgétaire. J'aurai l'occasion de m'exprimer plus longuement dans les jours qui viennent à ce sujet.

J'invite d'ores et déjà les Grenobloises et les Grenoblois à regarder de près ce que proposent les candidats pour la vie locale. Une part importante de l'avenir de nos communes va se jouer lors des élections présidentielle et législatives à venir.